

PRISE DE PAROLE 8 MARS 2017

JOURNEE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

Elles étaient plus de 300 000 à manifester en Pologne contre l'interdiction de l'IVG le 3 octobre dernier.

Elles étaient en grève en Islande pour obtenir l'égalité des salaires.

Elles étaient en grève en Argentine contre les violences.

Elles sont les premières à s'être mobilisées contre les projets réactionnaires et rétrogrades de Donald Trump aux Etats-Unis.

En France, elles étaient des dizaines de milliers à manifester contre la loi El Khomri, puis dans l'action le 7 novembre dernier à 16h34 pour l'égalité salariale et partout, elles continuent à se battre pour leurs conditions de travail.

Suite à cette mobilisation de novembre la CGT a adressé un courrier à toutes les organisations syndicales et associations féministes leur proposant de se réunir pour travailler à la concrétisation d'une journée d'action pour les droits des femmes. Toutes les associations féministes ont répondu favorablement, ainsi que la FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse. Pour la première fois, associations féministes, syndicats et organisations de jeunesse appellent ensemble à la mobilisation le 8 mars, par la grève, des

rassemblements et des actions sur les réseaux sociaux, pour exiger que 2017 soit enfin l'année de l'égalité.

Dans l'Aube vous voyez aujourd'hui la CGT, la FSU, l'UNEF mais vous ne voyez pas les Femen, la Brigade antisexiste, Les effronté-e-s, Osez Le Féminisme ou bien encore Les Glorieuses. Pas parce que les associations féministes n'ont pas voulu participer, mais parce qu'il n'y en a tout simplement pas ! Pourtant tout est parti des organisations féministes. C'est par elles qu'une grande partie du corps social a pris en compte les revendications des femmes et pu faire évoluer leurs droits. Au regard du chemin qui reste à parcourir les organisations féministes ont pourtant tout leur sens dans notre département.

La journée du 8 mars ne se fête pas par un cadeau ou une distribution de fleurs sur le lieu de travail. En effet, contrairement à l'idée entretenue par nombre de médias et relayée par pas mal d'hommes, cette journée n'est pas « la journée de la femme », mais la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, initiée par l'internationale socialiste en 1910. Le 8 mars a été lancé pour obtenir l'égalité au travail et dans la société. Chaque année cette journée internationale est le moment de rappeler ces revendications et de les mettre en lumière par le truchement des organisations qui les portent et veulent les faire avancer. C'est le point d'ancrage pour porter ces revendications toute l'année !

Certes les progrès accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sont importants, au travail comme dans l'ensemble de la société.

Les femmes peuvent maintenant passer le bac (depuis 1924), elles ont le droit de voter (1944), n'ont plus à demander la permission à leur mari pour ouvrir un compte bancaire (1965) et peuvent même choisir d'avoir un enfant ou pas (1975).

Ces progrès ne sont pas dus au hasard mais sont directement liés aux mobilisations sociales et aux luttes des femmes.

L'égalité entre les femmes et les hommes n'est donc pas « naturelle ». Dès que la mobilisation et le rapport de force faiblissent les conquêtes peuvent être remises en cause, comme on peut le voir par exemple en matière d'accès à l'IVG.

Si un long chemin a été accompli, permettant de faire avancer l'égalité et la mixité, il n'en reste pas moins que les inégalités entre les femmes et les hommes sont encore criantes et inacceptables.

En 2017, nous voulons que cessent enfin les **inégalités au travail**, en termes de salaires – *les femmes sont toujours payées 26 % de moins que les hommes*, de niveau de pension – *les pensions des femmes sont inférieures de 40 %* - d'accès à l'emploi, de carrière, de temps de travail – *80 % des temps partiels sont exercés par des femmes*.

Nous voulons l'égalité salariale et la revalorisation des salaires dans les métiers à prédominance féminine – *vous saviez que les femmes sont concentrées dans 12 filières professionnelles sur 87 ?*

En 2017, nous voulons que soit garanti le droit d'accès à l'avortement, à la contraception dont la légitimité est sans cesse remise en cause. Je ne parle même pas d'un égal accès à la santé et aux services publics garants d'une égalité de traitement pour toutes et tous.

En 2017, nous voulons que cessent les violences sexuelles et sexistes à l'encontre des femmes : au travail, dans l'espace public comme à la maison. 80 % de femmes sont confrontées à des comportements sexistes au travail ; 5 % des viols et 25 % des agressions se passent sur les lieux de travail. C'est insupportable et inacceptable !

En 2017 nous voulons des politiques volontaristes contre les stéréotypes de genre : à l'école, dans les médias, dans la vie publique et privée. Un article dans un de nos journaux locaux relatait il y a peu que dans les manuels de lecture de CP « 67 % des personnages pratiquant un sport sont des hommes et 70 % de ceux occupés à la cuisine ou au ménage sont des femmes » !

Souvent quand une salariée arrive sur un nouveau lieu de travail elle est caractérisée par son physique, soit pour dire qu'elle est mignonne, soit pour

dire qu'elle est un tas, et pas par ses diplômes ou son expérience professionnelle.

En 2017 nous voulons le partage des tâches domestiques et nous voulons des services publics de prise en charge de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes.

En 2017, le contexte politique, social et économique international comme national n'offre pas de répit pour tout-es celles et ceux qui œuvrent à plus d'égalité et de justice sociale. La banalisation des idées d'extrêmes droites, la montée des conservateurs dans les élections (aux Etats-Unis, dans différents pays Européens notamment) sont des signes inquiétants pour les droits des femmes, pour les droits des populations qui fuient les guerres, la tyrannie, l'homophobie ou tout simplement la misère.

En France, le contexte social et politique avec les dernières lois (Travail, Macron, Rebsamen...), la répression du mouvement social, comme la banalisation des idées de l'extrême droite obligent nos organisations syndicales et féministes à s'allier pour contrer pied à pied leur propagande mensongère et les reculs sociaux pour les salarié-es, chômeurs/ses, précaires, étudiant-es et retraité-es.

L'égalité entre les femmes et les hommes est pour nous incontournable parce qu'elle participe du progrès social. Laisser perdurer les inégalités entre les femmes et les hommes et s'exercer les violences contre les femmes, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades et les partis qui les portent progressent. Des mesures ambitieuses avec des moyens dédiés doivent être mises en œuvre de façon urgente. Des mobilisations d'ampleur, combatives et solidaires nous permettront de les imposer.

Montrons que nos luttes sont des conditions nécessaires et indispensables pour l'émancipation des femmes et des peuples. Et montrons que nous devons toutes et tous rester solidaires, vigilantes et combatives pour renforcer nos acquis et obtenir de nouveaux droits.

2017 doit être – enfin ? – l'année de l'égalité. Mais pour ne pas se limiter à une pétition de principe l'égalité Femmes/Hommes ne peut rester un sujet annexe et doit être au cœur des orientations et plans de travail et faire l'objet d'une impulsion volontariste et permanente. Des lois existent, il serait temps de les faire appliquer, en sanctionnant réellement les entreprises et les administrations qui ne les appliquent pas par exemple.

Nous, salarié-e-s hommes et femmes, devons nous rassembler pour exiger une société sans exploitation ni domination raciste ou sexiste !

Je vous remercie.